



**Yod**

Revue des études hébraïques et juives

**21 | 2018**

**Histoires transgénérationnelles**

---

## L'invention d'une politique de restitution en France en 1944-1945 et l'action décisive du professeur Émile Terroine

*The Invention of a Restitution Policy in France in 1944-1945 and the Key Action of Professor Emile Terroine*

מדיניות החזרת הרכוש בצרפת בשנים 1944/1945 ופעילותו של פרופ' אמיל טרואן

Laurent Douzou

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/yod/2603>

DOI : 10.4000/yod.2603

ISSN : 2261-0200

### Éditeur

INALCO

### Référence électronique

Laurent Douzou, « L'invention d'une politique de restitution en France en 1944-1945 et l'action décisive du professeur Émile Terroine », *Yod* [En ligne], 21 | 2018, mis en ligne le 07 mars 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/yod/2603> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/yod.2603>

---

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



*Yod* est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# L'invention d'une politique de restitution en France en 1944-1945 et l'action décisive du professeur Émile Terroine

*The Invention of a Restitution Policy in France in 1944-1945 and the Key Action of Professor Emile Terroine*

מדיניות החזרת הרכוש בצרפת בשנים 1944/1945 ופעילותו של פרופ' אמיל טרואן

Laurent Douzou

---

Émile Terroine, s. d.



(© coll. Madeleine Wolff-Terroine)

- 1 En France, en 1944 et 1945, appuyée sur des principes clairement affirmés, la politique de restitution des biens spoliés aux Juifs fut imaginée et mise en œuvre au jour le jour en grande partie grâce à l'action d'un homme, le professeur Émile Terroine. En dépit de ce fait avéré qui aurait pu et dû lui valoir une certaine notoriété, cet universitaire discret a été oublié et les ressorts de l'intense activité personnelle qu'il a déployée restent très mal connus. On voudrait ici tenter d'en mettre au jour les lignes de force parce qu'elles permettent de mieux cerner la phase singulière de la Libération et la marge d'autonomie dont elle fut synonyme pour les acteurs sortis tout droit de la clandestinité.
- 2 Pour ce faire, on rappellera d'abord le rôle essentiel du professeur Terroine dans l'œuvre de restitution des biens spoliés aux niveaux régional et national. On retracera ensuite, dans ses grandes lignes, l'itinéraire de vie du professeur Terroine, singulièrement (mais pas exclusivement) sa période lyonnaise et les conditions dans lesquelles il dut agir entre septembre et décembre 1944. On essaiera enfin, à partir des éléments disparates dont on dispose, de comprendre comment ce professeur de physiologie a pu être l'architecte de l'œuvre de restitution pour, sa tâche achevée, retourner à ses recherches et à son enseignement sans jamais faire état du travail exceptionnel qu'il avait mené à bien.

## Le rôle pionnier du professeur Terroine dans l'œuvre de restitution

- 3 Pour saisir pourquoi cet homme mérite une attention particulière, il faut revenir schématiquement sur le contexte très particulier dans lequel il a agi à Lyon entre septembre 1944 et janvier 1945.
- 4 Dès l'entrée en fonction d'Yves Farge, commissaire régional de la République, représentant du gouvernement provisoire de la République française dans la région Rhône-Alpes, un arrêté – daté du 3 septembre, jour de la libération de la ville de Lyon – affirme l'abrogation des mesures antisémites promulguées depuis 1940 et confie aux préfets le soin de prendre toutes les mesures nécessaires à l'égard du Commissariat général aux questions juives (CGQJ) :  
ARRÊTÉ N° 11  
Abrogation des lois raciales  
Nous, Commissaire Régional de la République,  
En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés,  
Arrêtons :  
Article unique. – Toutes les lois créant des divisions raciales entre Français sont abrogées. Les déchéances et révocations en résultant deviennent ainsi caduques. Des arrêtés ultérieurs décideront à l'égard de tous les organismes résultant des lois précitées. En attendant, les Préfets pourvoiront à l'administration-séquestre de celui de ces organismes dit "Commissariat aux Questions Juives". Les administrateurs-séquestres prendront toutes mesures conservatoires utiles. Ils feront l'inventaire des biens de l'organisme, de son activité et de celle de ses membres présents et passés. Ils recevront les comptes de ces membres et saisiront les Parquets de toutes questions apparaissant de leurs ressorts.  
Fait à Lyon, le 3 septembre 1944.  
Le Commissaire de la République  
Signé : Yves FARGE
- 5 Ce faisant, le commissaire régional de la République ne fait que se conformer à un principe qui découle de l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine qui constate expressément la nullité de tous les actes « qui établissent ou appliquent une discrimination quelconque fondée sur la qualité de juif ». Reste à définir précisément les mesures que ce principe appelle.
- 6 C'est le sens de la nomination, dès le 6 septembre, d'Émile Terroine en qualité d'administrateur séquestre du CGQJ dans le Rhône :

ARRÊTÉ N° 2  
Nous, Préfet du Rhône,  
En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés,  
Vu l'arrêté N° 11 de M. le Commissaire Régional de la République, en date du 3 septembre 1944, portant abrogation des lois raciales,  
ARRÊTONS :  
Article unique :  
M. Terroine, Professeur de la Faculté des Sciences de Strasbourg, Président du comité d'honneur du mouvement national contre le racisme, est nommé administrateur-séquestre de l'organisme dit : "Commissariat aux affaires juives".  
Fait à Lyon, le 6 septembre 1944  
Le Préfet du Rhône :  
LONGCHAMBON

- 7 Précisons que l'arrêté n° 223 en date du 23 septembre 1944 du commissaire de la République étend les pouvoirs du Professeur Terroine « à tous les départements de la région Rhône-Alpes » : Ain, Haute-Savoie, Savoie, Isère, Drome, Ardèche, Loire et Rhône.
- 8 Dans le domaine dont on lui a confié la responsabilité, Émile Terroine part de rien. Il a accès aux dossiers du CGQJ et il a carte blanche mais il doit concevoir et organiser sa tâche qui est rien moins que simple. Le vol légal des biens des familles juives – désigné sous Vichy dans la loi du 22 juillet 1941 sous le terme « aryanisation » – a été de grande ampleur. Nombre des individus et familles spoliés ont, en outre, été frappés par une persécution sans frein et par la déportation vers les centres de mise à mort. Le professeur Terroine doit agir sur cette toile de fond, à la fois sombre et peu propice à la collecte des informations qui lui sont indispensables pour tenter d'effacer ce qui peut l'être de quatre années de persécution et de traque antisémites.
- 9 Sa méthode de travail, pragmatique et efficace, consistera à s'appuyer sur les dossiers du CGQJ en inversant leur finalité et leur logique. Constitués pour éliminer ce que le défunt régime appelait « l'influence juive », ils vont servir à cerner, documenter, comprendre les torts considérables qui ont été infligés aux Juifs que le CGQJ avait pour mission de broyer. Pour contraindre les ex-administrateurs provisoires à coopérer, Émile Terroine bloque leurs comptes, assujettissant la levée de cette mesure à la présentation d'un quitus signé de la main des personnes spoliées.
- 10 Dans le rapport qu'il remet au commissaire régional de la République, le 5 janvier 1945, le professeur Terroine définit la fonction du CGQJ, son aire d'influence et ses agents :  

Par son Commissariat Général aux Questions juives, par les directions régionales et les délégations locales de cet organisme ; par les fonctionnaires nombreux et grassement rémunérés qui constituaient ces dernières ; par la multitude d'agents louches, de policiers suspects, de mouchards stipendiés, de dépisteurs et de délateurs bénévoles qui leur étaient attachés, le Gouvernement de Vichy avait enserré le pays dans un réseau extrêmement étroit, des mailles duquel aucun Juif possesseur d'un bien quelconque ne pouvait échapper. La dilapidation des biens, la destruction des industries, la ruine des commerces étaient systématiquement poursuivies par un organisme officiel.
- 11 Ses principes, exposés en filigrane dans ce texte, découlent en droite ligne de son très ferme attachement aux idéaux républicains. Ils se ramènent à deux propositions. L'« aryanisation » a été un vol pur et simple effectué sous le couvert de textes officiels. En conséquence, les acquéreurs de biens spoliés en sont les « détenteurs », mais en aucune façon les « propriétaires ».
- 12 Le professeur Terroine a pour lui l'autorité de la loi, la légitimité du nouveau pouvoir, le discrédit qui frappe les mesures antisémites déployées sans discontinuer pendant les années d'occupation. Et, de fait, il se montre inflexible. Pour preuve, parmi d'autres, cette lettre qu'il adresse à un administrateur provisoire le 24 octobre 1944 :  

En réponse à votre lettre du 19 courant, je vous informe que si je vous ai demandé des explications, ce n'est nullement parce que je suspecte votre gestion, mais uniquement parce que les pouvoirs qui me sont conférés me permettent et exigent même que je demande des explications aux administrateurs provisoires. Vous aurez d'ailleurs prochainement l'occasion de vous justifier de votre gestion ainsi que tous les administrateurs seront invités à le faire. Toutefois, je me permets d'ajouter que vous avez librement choisi la fonction d'administrateur provisoire de biens juifs et que si depuis lors, vous en avez subi quelques désagréments, ceux-ci proviennent uniquement du fait d'avoir sollicité les fonctions pour lesquelles vous devez rendre des comptes actuellement<sup>1</sup>.

- 13 Le professeur Terroine doit également se montrer pugnace à l'égard des établissements bancaires, pas toujours prompts à appliquer le blocage des comptes des ex-administrateurs provisoires, et des administrations publiques. Ainsi, le 12 octobre, il écrit au procureur de la République pour l'alerter sur les poursuites dont certains « Israélites » sont l'objet pour détention de fausses identités :

Mon attention a été attirée par nombre de mes visiteurs sur la situation très délicate qui leur est actuellement faite.

Comme vous le savez, bon nombre d'Israélites ont été obligés, pour échapper aux atteintes de la Gestapo, c'est-à-dire à la déportation et même à la fusillade, de se constituer une identité entièrement fausse. Tous n'ont pas encore eu le temps ni la possibilité, de par l'éloignement de leur domicile ou de l'endroit où sont leurs véritables pièces d'état civil, de reconstituer leur véritable identité et de posséder les documents qui en témoignent. Or, certains d'entre eux m'informent qu'ils sont actuellement poursuivis et on me signale même un cas d'incarcération à cause de la possession de pièces fausses, possession qu'ils reconnaissent et signalent eux-mêmes, d'ailleurs, lors des contrôles d'identité.

Je suis absolument certain que vous estimerez sans aucun doute comme moi qu'il y a de la part de ceux qui engagent les poursuites, un excès de zèle et que le temps nécessaire doit être donné aux Israélites pour se mettre en règle<sup>2</sup>.

- 14 La faiblesse des moyens dont dispose le professeur Terroine pour mener à bien sa mission l'incite à se montrer d'autant plus intransigeant sur les principes qui fondent son action : « Les survivants et ceux qui sont libres ont mis tous leurs espoirs dans le nouveau régime, ils attendent de la loi la réalisation de ses promesses. Nous n'avons pas le droit de les décevoir », écrit-il dans une lettre qu'il adresse à Yves Farge, le 27 octobre 1944<sup>3</sup>.
- 15 Les résultats qu'il obtient à Lyon sont remarquables : en décembre 1944, la restitution des immeubles et entreprises non vendus et toujours sous le coup d'une administration provisoire quatre mois plus tôt est pratiquement achevée dans la région Rhône-Alpes. Par ailleurs, les dossiers de police de l'ex-CGQJ, examinés par Mme Paul Lelu, chef des travaux de physiologie à la Faculté des sciences, ont été transmis au délégué à l'épuration pour ceux qui pouvaient donner lieu à des poursuites contre des délateurs<sup>4</sup>.
- 16 Ce cadre posé, venons-en au cœur de notre propos. Qui était l'homme qui a imaginé le processus de restitution ?

## Qui était Émile Terroine ?

- 17 Né le 21 janvier 1882, ce fils d'un ouvrier ajusteur, devenu employé, gravit un à un les grades de la hiérarchie universitaire. D'abord préparateur (1907-1909) au laboratoire de chirurgie expérimentale de l'École des Hautes Études, il y devient maître de conférences en physiologie physico-chimique, fonction qu'il occupe de 1909 à 1919. À cette date, il est nommé professeur de physiologie générale à la Faculté de Strasbourg. Il fonde l'Institut de physiologie générale qui devient le grand centre français des recherches nutritionnelles.
- 18 En 1939-1940, il passe un an à Lyon où il dirige un laboratoire relevant de l'État-Major de l'Armée installé à l'École vétérinaire. À partir de septembre 1940, il partage son service entre les Facultés des Sciences de Lyon (enseignant physiologie et chimie biologique, animant un laboratoire) et de Strasbourg repliée à Clermont (enseignant le certificat de chimie biologique)<sup>5</sup>.

- 19 Marié, père de trois enfants dont la plus jeune a vingt et un ans en 1940, il vit sous l'occupation à Lyon, 116 Grande rue Saint-Clair, dans le même immeuble que Victor et Hélène Basch. De la vie qu'il mène alors et de ses activités, on sait peu de chose. Arrêté par les Allemands en juin 1944, emprisonné à Montluc, Émile Terroine en sort le 24 août quand la prison est libérée. Il relate cette expérience marquante dans un ouvrage de cent cinquante pages publié dès 1944 aux éditions de la Guillotière à Lyon, *Dans les Geôles de la Gestapo. Souvenirs de la Prison de Montluc*. Ce livre est rédigé en septembre-octobre 1944 dans la période où son auteur travaille à la restitution. Il y dit peu de lui-même. Tout juste apprend-on, alors qu'il fut médaillé de la Résistance avec rosette en 1946<sup>6</sup> – ce qui signe la réalité d'une activité clandestine effective<sup>7</sup> – qu'il a eu un réel engagement dans la Résistance. On y apprend également qu'il a aidé et caché des Juifs et qu'il apportait son concours au Mouvement National contre le Racisme (comme son arrêté de nomination en fait mention, on l'a vu). Il a été arrêté parce qu'il figurait sur une liste de notabilités établie par la Gestapo :

De ce qu'elle pourrait avoir de précis à me reprocher, la Gestapo ne sait rien. Ce qu'elle poursuit en moi, comme l'apprendront par la suite ma famille, mes collègues et mes amis – tous ceux qui essaieront de me faire libérer ou d'adoucir ma captivité – c'est mon existence même. Je figure sur la fameuse liste du 22 juin qui comprend des notabilités de tout ordre [...]. Ce que la Gestapo redoute chez tous ces hommes, c'est l'esprit qui les anime et leur fait haïr le nazisme ; c'est l'autorité et la confiance dont ils jouissent dans leurs milieux respectifs et qui font d'eux, qu'ils le veuillent ou non, de dangereux agents de propagande anti-allemande, des centres de cristallisation de la Résistance. Reconnaissons que la Gestapo n'a pas tort<sup>8</sup>.

- 20 Avec quels moyens le professeur Terroine accomplit-il sa mission à Lyon entre septembre et décembre 1944 ? Ce sont des moyens dérisoires, assurément, qu'on ne connaît que parce qu'il lui arrive d'en faire incidemment état pour souligner la difficulté de sa tâche.
- 21 Ainsi de cette lettre au délégué à l'épuration, en date du 4 novembre 1944, révélatrice par son humilité d'un temps où l'appartenance aux sphères du pouvoir ne dispensait pas d'observer les règles communes :

Je voudrais pouvoir aller beaucoup plus vite dans l'examen des dossiers me permettant de vous transmettre les lettres de dénonciation. Il m'est malheureusement impossible de le faire, par l'absence complète de tout personnel officiellement attaché à cette section de mon service et ne travaillant ainsi qu'avec la chef des Travaux de mon Laboratoire, qui fait cette besogne à titre de volontaire<sup>9</sup>

- 22 C'est également un incident mineur qui nous révèle une autre collaboration sur laquelle il peut compter, par l'entremise d'une lettre envoyée au « préfet du Rhône, service de la circulation », le 12 octobre 1944 :

Puis-je vous demander votre indulgence en faveur de M. MAZOT et le lever d'une contravention qui a été infligée au dit MAZOT le 4 octobre, rue de l'Hôtel de Ville, pour circulation à bicyclette en sens interdit, contravention dressée par l'agent numéro 1476.

M. MAZOT était indubitablement dans son tort, mais les raisons pour lesquelles je sollicite votre indulgence sont les suivantes :

Nommé moi-même pour fonctions d'Administrateur Séquestre du Commissariat aux questions juives, je n'ai pu encore avoir jusqu'à présent aucun personnel fixe, et c'est à des volontaires que je dois momentanément faire appel pour assurer mon service. M. MAZOT qui est mon garçon de laboratoire à la Faculté des Sciences a accepté de remplir ce rôle de volontaire comme garçon de courses en dehors de ses heures de service à la Faculté. C'est précisément dans ces conditions qu'il a commis

l'inattention qui lui est reprochée, et j'espère que pour cette fois, vous voudrez bien ne pas lui en tenir rigueur<sup>10</sup>.

- 23 La situation s'améliore un peu puisque, le 23 octobre, Émile Terroine informe le préfet qu'il a engagé une sténodactylographe<sup>11</sup>. Son équipe n'aurait-elle donc compté que quatre personnes, lui-même inclus ? Il est difficile de le dire avec certitude. Une chose est sûre : avec des moyens de fortune mais avec la foi du charbonnier, le professeur Terroine a mis un point d'honneur à s'acquitter de la lourde besogne de mener à bien la restitution dans le Rhône et dans la région Rhône-Alpes. Il s'est suffisamment bien acquitté de sa tâche pour qu'on décide son détachement auprès du ministère des Finances à compter du 1<sup>er</sup> février 1945 jusqu'au 30 avril 1946 pour qu'il y exerce les fonctions de chef du service des Restitutions des Biens des Victimes des lois et mesures de spoliation. Après avoir essuyé les plâtres en 1944, Émile Terroine a donc la haute main sur la politique de restitution au niveau national.
- 24 Sa mission remplie, il retourne à ses études dès le 1<sup>er</sup> mai 1946. Dans sa longue carrière, la parenthèse dévolue à la restitution a été extrêmement courte. Installé à Paris, détaché au CNRS, Émile Terroine exerce ensuite une forte influence dans le monde de la recherche jusqu'à sa retraite en 1952 et, à dire vrai, au cours des vingt années qui suivent. Il ne dételle vraiment qu'en 1972, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, deux ans avant de disparaître le 23 octobre 1974.

## Un homme secret, influent et vertébré

- 25 Cela amène à la question qui est au cœur de cette rapide enquête : pourquoi ce professeur de physiologie, que rien ne prédisposait à cela, a-t-il pu être l'architecte de l'œuvre de restitution pour, sa tâche achevée, retourner à ses études sans jamais faire état du travail exceptionnel qu'il avait accompli ?
- 26 Une brochure<sup>12</sup>, retraçant vingt-cinq ans d'activité du Centre National de Coordination des Études et Recherches sur la Nutrition et l'Alimentation (C.N.E.R.N.A) qu'il avait créé et dirigé, est publiée en 1972 en hommage au professeur Terroine. Elle lève un coin du voile sur les ressorts de son action. Son collègue et disciple Raymond Jacquot, directeur de recherche au CNRS, y écrit ceci à propos de l'état d'esprit de Terroine en 1945 et de sa décision de ne pas retourner à Strasbourg :
- Il était encore sous le coup d'un profond chagrin, celui de voir son œuvre strasbourgeoise totalement anéantie par les nazis. En 1939, l'Institut de Physiologie Générale de la Faculté des Sciences de Strasbourg était le grand centre français des recherches nutritionnelles. Fondé en 1919 et régulièrement agrandi jusqu'en 1939, il n'en restait rien à la Libération. Manifestement, le Prof. TERROINE avait subi un choc et ne désirait pas revenir en Alsace.
- 27 C'est ainsi qu'il créa le Centre national sur la nutrition en mai 1946. Quant à l'action menée au service des restitutions, à Lyon, puis à Paris, elle est bien mentionnée mais de manière rapide et allusive, en gommant l'expérience décisive faite dans le laboratoire rhône-alpin de la restitution :

Comment exprimer mon émotion et ma joie de retrouver mon Maître Émile F. TERROINE sorti indemne du fort de Montluc où la Gestapo lyonnaise l'avait incarcéré après avoir assassiné plusieurs de ses amis dont Victor BASCH. La résistance venait de le libérer au moment où le convoi de déportation était formé. C'est alors qu'il vint à Paris pour consacrer son activité à une cause généreuse en créant le service d'Indemnisation des Israélites spoliés et de Récupération de leurs



biens. C'était au début de 1945 si mes souvenirs sont exacts. Très vite nous reprîmes les relations amicales de maître à disciple au cours de nombreuses et fréquentes conversations<sup>13</sup>.

- 28 Un des points les plus intéressants de la brochure réalisée en 1972 tient au fait que toutes les contributions soulignent les qualités d'organisateur hors pair du professeur Terroine et sa capacité à faire flèche de tout bois. Raymond Jacquot relève ainsi :

Et pour terminer, ajoutons que cette œuvre s'est construite dans la plus stricte économie et sans qu'il en coûtât beaucoup de frais.

En grand Commis de l'État, le Professeur TERROINE est avare des deniers publics. Le budget du C.N.E.R.N.A. est si modeste qu'il en est presque indécemment<sup>14</sup>.

- 29 L'historien des sciences Jean-François Picard présente, de son côté, Terroine comme « l'un des principaux réorganiseurs du CNRS de la Libération<sup>15</sup> ». Jean Coulomb, directeur du CNRS de 1957 à 1962, précise pour sa part : « C'était un génie de l'organisation, et même de la super-organisation<sup>16</sup>. »

- 30 Il demeure que le professeur Terroine lui-même n'a nullement mis en avant son éminente contribution à l'œuvre de la restitution des biens spoliés. Témoin, ce rapport présenté à l'Assemblée Générale du Conseil Scientifique, CNRS, Lons-le-Saunier, 1946, qui commence ainsi : « Lorsque, libéré des fonctions dont j'avais été chargé à Lyon dès le lendemain de la Libération, je pris part aux travaux de la Commission de Nutrition, en février 1945...<sup>17</sup> » Ses auditeurs n'en sauront pas davantage. Parce que le lieu et le thème de la rencontre ne s'y prêtent pas. Parce que le « relèvement du niveau de la science française et la réorganisation de l'Enseignement supérieur », comme il l'écrit dans une lettre adressée depuis Lyon au ministre de l'Éducation nationale le 4 février 1945<sup>18</sup>, l'accaparent tout entier. Enfin, et peut-être surtout, parce que le professeur Terroine n'était pas homme à étaler publiquement ses sentiments et raisons d'agir.

- 31 La seule véritable occurrence que nous ayons trouvée est due à une circonstance exceptionnelle : l'hommage public rendu par Paul Langevin, Gustave Roussy, Henri Wallon, Émile Terroine, Albert Bayet, Madeleine Braun, Émile Kahn à Victor Basch lors d'une cérémonie organisée à la Sorbonne le 7 janvier 1945<sup>19</sup>. Une brochure réunit les textes des discours prononcés lors de cette cérémonie commémorative organisée par la Ligue Française pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen et le Front National Universitaire à la Sorbonne. Retenu à Lyon, Émile Terroine envoie une lettre qui est lue à la tribune. Amis de longue date, voisins à Lyon pendant l'occupation, Basch et Terroine conversaient souvent et Terroine avait rendu visite à Basch le 8 janvier 1944, deux jours avant que sa femme Hélène et lui soient assassinés par les miliciens Joseph Lécussan et Henri Gonnet en présence du lieutenant Moritz, chef de la section VI du *Sicherheitspolizei, Sicherheitsdienst* (SIPO/SD). Terroine termine sa lettre où il évoque « la racaille antisémite » ainsi :

L'hommage que nous rendons aux victimes ne suffit pas, les coupables doivent être châtiés. Il n'est certes pas question de plonger le pays dans des luttes fratricides et nous sommes tout prêts, Basch eût été le premier à le faire, à accorder notre pardon aux hommes de bonne foi, égarés par une abominable propagande.

Mais il n'en va pas de même pour les bandits qui ont collaboré avec l'ennemi pour perpétrer leurs crimes. Ceux-là, qu'ils aient commandé, accepté ou exécuté, doivent être condamnés, sans pitié. Le pays ne retrouvera pas sa santé morale tant qu'ils n'auront point expié.

Pour reprendre l'expression favorite d'un autre martyr qui trouva la mort dans l'abominable boucherie de Saint-Genis-Laval, le curé Boursier, expression qui devrait traduire la pensée de tous les bons citoyens : "Justice d'abord !"

- 32 La teneur de cette lettre rappelle celle des textes publiés dans la feuille clandestine *Fraternité*, Organe de liaison des forces françaises contre la barbarie raciste, Organe du Mouvement National contre la Barbarie Raciste dont la première édition en zone Sud est datée de février 1942 et qui pourfend, numéro après numéro, l'antisémitisme. Il est plus que probable que Terroine a collaboré à ce journal si l'on en juge par l'article très informé, publié dans le n° 8 de juillet 1943, sur « les conséquences du rationnement sur la santé publique et la mortalité en France ». On y trouve « quelques chiffres puisés aux sources les plus autorisées du monde médical qui font apparaître les conséquences tragiques de la famine organisée systématiquement par Hitler ». La même feuille apostrophe les administrateurs provisoires dans son numéro de décembre 1943 dans un article intitulé « L'avenir des administrateurs aryens » :

Nous apprenons de source sûre que l'Assemblée des administrateurs aryens de biens juifs s'est adressée à une compagnie d'assurances afin de s'assurer en vue d'un "avenir incertain" étant donné qu'ils ne sont pas considérés comme des fonctionnaires d'État et de ce fait ne pourront pas prétendre à une pension de vieillesse.

Messieurs les administrateurs font très bien de penser à leur avenir. Il est réellement plus qu'incertain. Mais vous n'avez, Messieurs, qu'un moyen de l'assurer : DÉMISSIONNEZ.

- 33 Plus intéressant encore, cet article qu'on trouve en juin 1944 en page 3 de *Fraternité*, Organe du Mouvement national contre le racisme (zone Sud) :

L'un des premiers devoirs du Gouvernement Provisoire de la République sera d'abroger toutes les lois, tous les décrets commis depuis quatre ans contre la liberté et contre l'égalité des hommes. [...] Nous demanderons la restitution des biens et le dédommagement des pertes subies en raison des lois d'exception édictées depuis 40, et dont ont particulièrement souffert les Alsaciens-Lorrains et les Juifs.

Ces mesures seraient insuffisantes si ne s'y ajoutaient les justes sanctions envers tous les responsables, quels qu'ils soient, de la législation des mesures racistes et de leur application.

Ceux-là qui ont provoqué, permis ou commis les crimes, seront jugés et punis sans faiblesse.

Ceci fait, il faudra encore nettoyer la République nouvelle de toute la racaille raciste.

Nous réclamerons donc la liquidation immédiate du Commissariat Général aux Affaires Juives.

Enfin, nous demanderons le rétablissement de la loi française, qui considérerait comme un délit punissable comme tel, toute parole prononcée ou tout acte commis au nom d'un principe raciste.

- 34 Ce même numéro fait état, en page 4, de l'arrestation d'Émile Terroine dans une brève :

À LYON, LE PROFESSEUR TERROINE EST ARRÊTÉ.

Le 22 juin, à Lyon, la Gestapo a arrêté Monsieur le Professeur TERROINE, qui occupait à la Faculté des Sciences, la chaire de physiologie.

Les travaux du Professeur Terroine avaient porté à l'étranger la renommée scientifique de la France.

Son cœur généreux, sa probité intellectuelle augmentaient encore l'influence qu'il exerçait sur ceux qui l'approchaient.

- 35 Comme pour confirmer que le professeur Terroine est bien reconnu par le petit monde clos de la clandestinité comme l'un des siens, *L'Université libre* se fait également l'écho de son arrestation, le 1<sup>er</sup> juillet 1944.
- 36 Engagé contre le racisme et l'antisémitisme, Émile Terroine appliqua donc, la Libération venue, les principes que proclamait la feuille clandestine à laquelle il collaborait.

- 37 Quel pouvait être le fondement de cette attitude déterminée ?
- 38 La question ne peut appeler une réponse simple et univoque d'autant que le professeur Terroine, répétons-le, n'a jamais exposé ni commenté son action. Il faut donc chercher des indices.
- 39 On en trouve dans les thèses présentées à la Faculté des Sciences de Paris pour obtenir le grade de docteur ès sciences naturelles par Émile-F. Terroine, soutenues le 3 novembre 1919<sup>20</sup>. Dans son introduction, il écrit ceci :
- En présentant aujourd'hui cette étude, je ne puis pas ne pas me souvenir et ne pas dire que, si j'ai pu l'entamer et la poursuivre, c'est à la Démocratie que je le dois. Elève de l'Ecole primaire communale, boursier au Collège municipal Chaptal, dispensé des droits d'inscription à l'Université, bénéficiaire d'une bourse de doctorat au Muséum d'Histoire naturelle, c'est pour avoir profité de ces moyens qui peuvent permettre à tous de se développer au mieux de leurs aptitudes que je puis aujourd'hui briguer le plus haut grade conféré à un travailleur par l'Université. Malgré l'universelle évolution libérale, peu de pays mettent de telles possibilités à la disposition de tous. C'est dire que je sais ce que je dois à la Démocratie française ; mon ambition n'aura jamais de but plus élevé que d'être son plus dévoué serviteur<sup>21</sup>.
- 40 Fervent républicain, Terroine était aussi un patriote, agissant et parlant comme tel à l'université de Strasbourg. En fait foi le discours d'usage qu'il prononça le 22 novembre 1924 pour la séance solennelle de rentrée des Facultés de l'Université de Strasbourg :
- Si la France n'est pas vaincue, si elle n'a pas perdu l'audience du monde, si elle reste la sentinelle avancée de la civilisation, c'est que, fidèle à sa tradition, loin de faire de la culture le monopole de rares privilégiés, elle s'efforce au contraire d'en étendre les bienfaits à un nombre chaque jour plus élevé de ses enfants, c'est qu'en particulier elle ne veut pas constituer 'une science pédantesque en sa solitude'<sup>22</sup>.
- 41 La citation d'« une science pédantesque en sa solitude » était extraite de l'éloge de Claude Bernard par Renan en 1879.
- 42 Terroine poursuivait :
- Et devant un pays déjà splendidement outillé, devant cette pauvre Allemagne qui depuis la guerre a pu créer trois Universités nouvelles, devant cette Allemagne dont les plus grandes voix ont déclaré que nous ne saurions pas faire vivre à Strasbourg une grande Université française, je ne crains pas d'affirmer à tous mon absolue certitude, à vous qui êtes l'opinion publique maîtresse, à vous chargés des grands intérêts moraux et matériels du pays : la République ne nous laissera pas amoindrir
- <sup>23</sup> !
- 43 Fervent républicain, pur produit de la méritocratie scolaire de la Troisième République, patriote ardent, homme de science persuadé de la capacité de la France à tenir les premiers rôles, Émile Terroine obéissait à des valeurs fortes. Son action en 1944-1945 ne relève pas d'une révélation. Elle s'inscrit dans la droite ligne d'engagements contractés de longue date. Elle a ceci de particulier que la pratique de l'activité inventive et hors normes de la Résistance lui a permis d'innover avec une bonne dose d'improvisation.
- 44 De fait, sortant de charge à Lyon, Terroine préconise à l'échelle nationale un système qui est la transposition de l'expérience lyonnaise. Le fait est intéressant parce que le précédent lyonnais, enfanté dans les heures brûlantes de la Libération, s'était résolument écarté des sentiers battus. N'avait-on pas confié, avec entière latitude d'action, une tâche relevant du rétablissement de la légalité républicaine non à un haut fonctionnaire dépendant de la hiérarchie d'un ministère, mais à un professeur de la Faculté des Sciences

investi d'une mission éloignée de son champ de compétence mais connu pour la fermeté de ses convictions ? On avait, en somme, procédé comme si la restitution était affaire trop sérieuse et trop consommatrice d'imagination inventive pour être laissée entre les mains réputées compétentes de fonctionnaires qui, en l'occurrence, auraient dû être ceux de l'Économie et des Finances.

- 45 D'ailleurs, Terroine revendique cette pratique hors des usages administratifs les plus établis, en faisant l'éloge des possibilités inhabituelles qu'elle ouvre :

Cet organisme, comme j'ai pu m'en rendre compte par celui que j'ai dirigé jusqu'à ce jour, joue un rôle de médiateur et, dans bien des cas, peut faire accepter aux parties des solutions transactionnelles dont la rapidité est un élément important, aussi bien pour la paix sociale que pour la reprise de l'activité industrielle et commerciale du pays<sup>24</sup>.

- 46 Dans le rapport qu'il remet au commissaire régional de la République quand il quitte ses fonctions, Terroine se décrit lui-même comme « quelque peu égaré et peut-être maladroit dans un poste d'action ». En filigrane, se donne à voir ici la lutte entre deux acceptions de l'action à mener : à la voie classique s'oppose celle du professeur Terroine, soutenu par Yves Farge, qui estime qu'une situation exceptionnelle appelle des mesures exceptionnelles. En clair, Émile Terroine a pris la mesure des crimes commis par le CGQJ et compris que leur réparation exigeait des dispositions fortes et inaccoutumées. En somme, à spoliation pleine et entière, restitution pleine et entière. Dissoudre l'œuvre salubre de restitution entre diverses administrations, c'était s'interdire de la mener à bon port. C'est ce contre quoi le professeur Terroine s'est élevé avec cette même énergie qu'il avait mise à imposer pied à pied le rétablissement du droit sur ses terres lyonnaises.

- 47 Il conclut ainsi son rapport au commissaire régional de la République :

Or, pour moi, la restitution des biens spoliés aux israélites est une œuvre à la fois de justice et d'humanité, dont la signification morale et politique dépasse de beaucoup les valeurs matérielles en cause. Elle doit être, aux yeux de la France et du monde, une des grandes manifestations tangibles du rétablissement du droit et de la légalité républicaine. C'est pourquoi je voudrais voir le Gouvernement lui-même la prendre en mains et l'assurer par un organisme officiel. [...]

Si l'on crée un office liquidateur de l'ex-Commissariat aux questions juives ayant à cœur de réparer, autant que faire se peut, les crimes du gouvernement de Vichy, prenant à charge les intérêts des israélites, assumant l'initiative de toutes les actions devant aboutir à la restitution de leurs biens, conservant jalousement le patrimoine des assassinés et des déportés pour le transmettre à leurs héritiers, qu'importe que ce service change de nom, qu'il soit rattaché à telle ou telle administration ; la souillure de Vichy n'en sera pas moins effacée et l'œuvre que nous avons l'orgueil d'avoir été les premiers à accomplir à Lyon n'aura pas été inutile<sup>25</sup>.

- 48 De fait, son action aboutit à la mise sur pied du Service des restitutions des biens des victimes des lois et mesures de spoliation, créé auprès du ministère des Finances par une décision du 30 janvier 1945. La direction en fut confiée... au professeur Terroine. Cette désignation était à la fois une façon de lui donner acte de la justesse des analyses qu'il avait développées et une manière de signal adressé à tous ceux – victimes et profiteurs de l'aryanisation – qui étaient dans l'expectative.
- 49 Après d'âpres discussions et bien des vicissitudes, les modalités des restitutions sont fixées par l'ordonnance du 21 avril 1945, dont le rapporteur à l'Assemblée Consultative Provisoire était Justin Godart tandis qu'Émile Terroine était l'un des deux commissaires du gouvernement. Ce texte « permet(tait), par une procédure aussi rapide que peu

coûteuse que possible, aux propriétaires dépossédés de rentrer légalement en possession de leurs biens, droits ou intérêts, par application du principe de la nullité des actes de transfert.» Il réglait, dans le droit fil de l'expérience menée à Lyon par le professeur Terroine, l'aspect judiciaire des restitutions.

- 50 Grâce aux coudées franches que lui donnaient sa qualité de résistant et la situation hors normes qui prévalut quelques mois à la Libération, Émile Terroine aura donc joué un rôle essentiel dans la politique de restitution mise en œuvre alors. Sa figure fut vite oubliée et le demeura jusqu'à sa mise au jour par la Mission Mattéoli<sup>26</sup>. Terroine lui-même contribua à cet oubli. Peut-être bien parce qu'il considérait n'avoir fait là que son devoir de citoyen tel que la Troisième République le lui avait appris. Ce qui est une autre manière de rendre hommage à ce personnage discret dont l'action déterminée eut tant d'importance et de résonance dans la vie de beaucoup de Juifs confrontés à une sortie de guerre vraiment pas comme les autres.

---

## NOTES

1. Archives nationales [désormais AN], AJ 38 3626.
2. AN, AJ 38 3626
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. Dossier personnel d'Émile Terroine, AN, F/17/25606.
6. Par décret du 29 novembre 1946 paru au *Journal officiel* le 10 décembre 1946.
7. Le Bureau Résistance du Service historique de la Défense n'ayant pas trace d'un dossier le concernant, nous n'avons pu préciser son action résistante.
8. Émile TERROINE, *Dans les Geôles de la Gestapo... op. cit.*, p. 14.
9. AN, AJ 38 3626.
10. *Ibid.*
11. AN, AJ 38 3626.
12. *Vingt-cinq ans d'activité du Centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation (CNERNA). En hommage au Professeur Émile F. Terroine*, 1972, 185 p., BNF, 4-R-13331.
13. *Ibid.*, p. 13.
14. *Ibid.*, p. 17.
15. Jean-François PICARD, *La République des savants. La Recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990.
16. *Ibid.*, p. 100.
17. Émile TERROINE, *Rapport présenté à l'Assemblée Générale du Conseil Scientifique*, CNRS, Lons-le-Saunier, impr. M. Declume, 1946, 62 p., p. 5, BNF, 8 - T - 7587.

18. Dossier personnel d'Émile Terroine, AN, F/17/25606.
  19. Paul L. ANGEVIN, Gustave ROUSSY, Henri WALLON, Émile TERROINE, Albert BAYET, Madeleine BRAUN, Émile KAHN, *Victor Basch, 1863-1944*, édité par la Ligue des Droits de l'Homme, 1<sup>er</sup> trimestre 1945, 27 p., BNF, 8° Ln27 70625.
  20. Thèses présentées à la Faculté des Sciences de Paris pour obtenir le grade de docteur ès sciences naturelles par Émile-F. Terroine soutenues le 3 novembre 1919, Paris, Masson et Cie, éditeurs, 1919, BNF, 4-R-489 (1621).
  21. Datées du 20 février 1919, ces lignes introductives se trouvent p. 9.
  22. Université de Strasbourg. Séance solennelle pour la rentrée des Facultés, 22 novembre 1924. Physiologie, vitalisme et physico-chimie. Discours d'usage prononcé par M. TERROINE, Professeur à la Faculté des Sciences. Tiré à part du n° 10 du *Bulletin de la société des amis de l'université de Strasbourg*, BNF, 8-S Pièce-13656, pp. 3-4.
  23. *Ibid.*, p. 19.
  24. Rapport de sortie de charge remis le 5 janvier 1945 par le professeur Terroine à Yves Farge. Archives départementales du Rhône, 668 W 70.
  25. *Ibid.*
  26. *Aryanisation économique et restitutions*, rapport rédigé par Antoine PROST, Rémi S. KOUTELSKY, Sonia ÉTIENNE avec la collaboration de Fabrice CARDON, Fabrice LAUNAY et Sylvain LEBRETON, Mission d'étude sur la spoliation des Juifs de France, La Documentation française, 2000.
- 

## RÉSUMÉS

Est d'abord rappelé le rôle essentiel du professeur Terroine dans l'œuvre de restitution des biens spoliés aux niveaux régional et national. Ce rappel est nécessaire pour bien faire comprendre l'originalité de l'action définie et menée par le professeur Terroine. L'itinéraire de vie du professeur Terroine est ensuite retracé, singulièrement (mais pas exclusivement) sa période lyonnaise et les conditions dans lesquelles, à la Libération, il dut agir. À partir des indices tenus dont on dispose, on essaie enfin de comprendre pourquoi et comment ce professeur de physiologie, que rien ne prédisposait à cela, a pu être l'architecte de l'œuvre de restitution pour, sa tâche achevée, retourner à ses études sans jamais faire état du travail exceptionnel qu'il avait mené à bien.

First, the paper gives a brief history of the essential part played by professor Terroine in the definition of the restitution of properties stolen to Jews at the regional and national levels. This allows the reader to grasp the originality of the action defined and led by professor Terroine. In a second part, Professor Terroine's life is described, especially (but not exclusively) the period he spent in Lyon and the very peculiar context in which he acted at the Liberation. At last, through tiny clues, one tries to understand why and how this professor of physiology could become the architect of the restitution and, once his job done, return to his research activity without ever mentioning the tremendous work he had accomplished.

תקציר: המאמר פותח בתיאור פעילותו החשובה של פרופ' טרואן בנושא מדיניות החזרת רכוש היהודים הגנוב, הן ברמה האזורית והן בזו הלאומית. החלק השני של המאמר עוסק בתולדות חייו של פרופ' טרואן בעיקר, אם כי לא רק, בתקופת שהותו בליון ובתנאים בהם נאלץ לפעול בזמן השחרור. באמצעות רמזים מינוריים, המאמר מנסה להבין כיצד ומדוע המומחה לפיסיולוגיה הפך בזמנו לאדריכל הפיצויים והחזרת הרכוש, ומשסיים את עבודתו זו, חזר לפעילותו המדעית המקורית מבלי להזכיר שוב את מפעלו החשוב.

AUTEUR

LAURENT DOUZOU

Sciences Po Lyon, Institut universitaire de France, LARHRA